

Les développements qui suivent regroupent les principales dispositions des contrats collectifs n° 4 924 100 (garantie en cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association) et n° 4 924 101 (garantie en cas de souscription à l'unité) souscrits par BPCE Assurances auprès de DAS.

## DÉFINITIONS

**Assuré :**

**pour la prestation "prévention et information juridiques"**

**Vous**, l'organisme sans but lucratif, adhérent au présent contrat.

**pour les prestations "défense amiable et défense judiciaire"**

**Vous**, le président, le co-président, le trésorier ou le secrétaire de l'organisme souscripteur dans l'exercice de vos fonctions.

**Peuvent adhérer au présent contrat** les associations et autres organismes à but non lucratif **à l'exception :**

- des organismes gérant un régime de protection sociale à adhésion obligatoire,
- des organismes mutualistes,
- des organismes professionnels,
- des coopératives,
- de toutes entreprises individuelles et sociétés à caractère commercial, artisanal, agricole ou exerçant une activité libérale.

**Sinistre :** le sinistre est constitué par le refus qui a été opposé à l'assuré ou qu'il a formulé à l'occasion d'un litige. Le refus peut résulter de la manifestation concrète d'un désaccord ou du silence persistant, de la part du tiers sollicité ou de l'assuré.

**Litige :** Tout refus opposé à une réclamation AMIABLE ou JUDICIAIRE faite PAR ou CONTRE vous :

- dont vous ignoriez le caractère conflictuel lors de l'adhésion au présent contrat,
- déclarée pendant la période de validité de votre l'adhésion,
- et vous opposant à une personne étrangère au contrat.

**Assureur : Nous**

**DAS Assurances Mutuelles** – Société d'Assurance Mutuelle à cotisations fixes – RCS LE MANS 775 652 142

**DAS** – Société anonyme au capital de 60 660 096 € - RCS LE MANS 442 935 227

Sièges sociaux : 34 Place de la République 72045 LE MANS Cedex 2

Les sociétés d'assurances sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

**Souscripteur :**

BPCE Assurances, Entreprise régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 61.996.212 euros, inscrit au R.C.S. Paris B 350 663 860, siège social 88 avenue de France 75641 Paris Cedex 13.

## 1 – OBJET DE L'ASSURANCE

### a) Les prestations fournies

- La PRÉVENTION et INFORMATION JURIDIQUE : en prévention de tout sinistre, nous vous informons sur vos droits et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts.

Le service d'assistance juridique est accessible par téléphone du lundi au samedi (hors jours fériés ou chômés) au numéro

**02 43 39 35 82.**

- La DÉFENSE AMIABLE DES INTÉRÊTS : en présence d'un sinistre garanti, nous effectuons les démarches amiables nécessaires auprès de la partie adverse afin d'obtenir une solution négociée au mieux de vos intérêts.
- La DÉFENSE JUDICIAIRE DES INTÉRÊTS : en l'absence de solution amiable, sous les simples réserves que le litige ne soit pas prescrit et qu'il repose sur des bases juridiques certaines, nous prenons en charge les frais engendrés par toute action en justice visant :

- à la reconnaissance de droits,
- à la restitution de biens,
- à l'obtention d'indemnités pour réparation d'un préjudice.

- L'EXÉCUTION ET LE SUIVI : nous mettons en œuvre tous les moyens nécessaires à l'application de l'accord amiable ou de la décision judiciaire obtenue et prenons en charge les frais découlant des procédures d'exécution.

### b) Les frais pris en charge par l'assureur

En recours comme en défense, nous prenons en charge le paiement des frais, dépens et honoraires nécessaires à toute action en justice.

**Ne sont jamais pris en charge :**

- les condamnations en principal et intérêts,
- les amendes pénales ou civiles et pénalités de retard,
- les dommages-intérêts et autres indemnités compensatrices,
- les frais engagés à votre seule initiative pour l'obtention de constats d'huissiers, d'expertises amiables ou de toute autre pièce justificative à titre de preuve nécessaire à la constitution du dossier, sauf s'il sont justifiés par l'urgence,
- les frais résultant de la rédaction d'actes.

## 2 – DOMAINES D'INTERVENTION

### a) Garantie offerte au président

Lorsque vous êtes mis en cause à titre personnel en qualité de président ou de co-président de l'organisme souscripteur, nous vous donnons les moyens :

- d'exercer un recours devant les tribunaux judiciaires notamment lorsque vous faites l'objet d'une atteinte aux droits fondamentaux de la personne par voie médiatique ou par tous autres moyens,
- d'assurer votre défense lorsque vous faites l'objet de poursuites civiles ou pénales y compris pour homicide ou blessures involontaires pour des faits commis dans l'exercice de vos fonctions.

#### **b) garanties offertes au trésorier et au secrétaire**

Nous assurons votre défense lorsque vous êtes mis en cause à titre personnel dans le cadre de vos fonctions au bénéfice de l'organisme souscripteur devant les tribunaux répressifs.

### **3 - TERRITORIALITÉ**

Notre garantie vous est acquise pour tout sinistre qui survient dans l'un des pays énumérés ci-dessous chaque fois qu'il relève de la compétence de l'une des juridictions de ce pays :

États membres de l'UNION EUROPÉENNE, ANDORRE, LIECHTENSTEIN, NORVÈGE, PRINCIPAUTÉ DE MONACO, SAINT MARIN, SUISSE et VATICAN.

### **4 – LIMITES DE LA GARANTIE**

**En recours**, nous intervenons pour les sinistres dont l'intérêt financier dépasse 200 euros.

Lorsque vous êtes **en défense** nous intervenons **quel que soit l'intérêt financier en jeu**. Nous intervenons dans la limite d'un plafond de dépenses de 20 000 euros par litige.

### **5 - EXCLUSIONS**

**Sont toujours exclus les sinistres :**

- relatifs aux poursuites pénales exercées contre vous devant les Cours d'Assises sauf en cas d'homicide ou blessures involontaires,
- provoqués intentionnellement par vous ou avec votre complicité ainsi que ceux résultant de votre participation à un crime, délit intentionnel, ou rixe sauf cas de légitime défense (Article L 113-1 du Code des assurances),
- résultant de la guerre étrangère, de la guerre civile, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées (il nous appartient alors de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits) (Article L 121-8 du Code des assurances).

**Ainsi que ceux relatifs :**

- à l'expression d'opinions politiques ou syndicales, aux conflits individuels et collectifs du travail,
- au mode de fonctionnement de l'organe délibérant de l'organisme souscripteur (tenue des assemblées, vote, élection...),
- à la matière fiscale,
- à la matière douanière,
- au droit des brevets,
- à la caution,
- à l'activité salariée.
- **Pour les associations de défense** sont exclus les questions et sinistres relevant de leurs activités statutaires.

- **Pour les comités d'entreprise** sont exclus les questions et litiges relatifs à l'expression des intérêts collectifs des salariés.

### **6 – DÉCLARATION DE SINISTRE**

**a)** Vous devez déclarer à l'assureur, la DAS, par écrit, tout litige susceptible d'ouvrir droit à la garantie dès que vous en avez connaissance et au plus tard dans un délai de 30 jours suivant le refus qui vous a été opposé ou que vous avez formulé sauf cas fortuit ou de force majeure.

Le refus peut résulter de la manifestation concrète d'un désaccord ou d'un silence persistant de la part du tiers sollicité ou de votre part.

**Vous ne pouvez plus bénéficier de nos prestations si vous ne respectez pas ce délai et si ce non-respect nous cause un préjudice.**

**b)** Vous êtes tenus de nous communiquer toutes pièces et tous éléments de preuves nécessaires à la conduite du dossier.

À défaut, nous serions déchargés de toute obligation de garantie.

**c)** Après examen, nous vous conseillons sur la suite à réserver au litige déclaré, et mettons en œuvre les actions utiles à sa résolution.

Si vous engagez des frais sans nous avoir consulté au préalable, ces frais seront pris en charge dans nos limites contractuelles dès lors que vous pourrez justifier d'une urgence à les avoir exposés.

### **7 – CHOIX DE L'AVOCAT**

Lorsqu'il est fait appel à un avocat ou à toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour défendre, représenter ou servir vos intérêts, vous avez la liberté de le choisir.

Vous pouvez également, si vous n'avez pas connaissance d'un avocat susceptible d'intervenir dans la défense de vos intérêts, choisir l'avocat dont nous vous aurons - sur votre demande écrite - communiqué les coordonnées.

Nous vous indemnisons des frais et honoraires de votre défenseur TVA comprise sur présentation d'une facture détaillée, dans la limite des montants prévus dans le document "PLAFOND DE PRISE EN CHARGE DES HONORAIRES DU MANDATAIRE" actualisé annuellement au 1er janvier.

Lorsqu'une juridiction est saisie, vous assurez la direction du procès, conseillé par votre avocat.

### **8 – CONFLIT D'INTÉRÊT**

En cas de conflit d'intérêt, entre nous, ou de désaccord quant au règlement du litige, vous conservez la possibilité de choisir votre défenseur (Article L 127-3 du Code des assurances) et de recourir à l'arbitrage (Article L 127-4 du Code des assurances).

### **9 – RECOURS À L'ARBITRAGE**

En cas de désaccord entre nous sur les mesures à prendre pour régler le litige, il est fait appel à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord ou à défaut par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à notre charge : toutefois, le Président du Tribunal de Grande

Instance peut en décider autrement si vous avez mis en œuvre cette faculté dans les conditions abusives.

Vous avez la faculté de demander la mise en œuvre de cette procédure d'arbitrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si vous engagez ou poursuivez à vos frais, contre notre avis, la procédure et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée, nous vous indemnisons dans la limite de notre garantie, des frais exposés pour l'exercice de cette action (Article L. 127-4 du Code des assurances).

## 10 – PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Nous vous versons les indemnités obtenues à votre profit dans le délai d'un mois à compter du jour où nous les avons-nous-mêmes reçues.

## 11 - SUBROGATION

Conformément à l'article L.121-12 du Code des assurances, **DAS Assurance Mutuelles** est subrogée dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable, à concurrence des prestations et indemnités versées, que la responsabilité du tiers soit entière ou partagée. Dès le paiement de l'indemnité, vos droits et actions nous sont transmis, c'est-à-dire que nous agissons à votre place et pouvons intentier un recours (une demande de remboursement), contre le(s) tiers responsable(s) du sinistre ou des dommages. Cette subrogation est limitée au montant de l'indemnité que nous vous avons versée.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer de votre fait alors qu'elle aurait pu être exercée, nous sommes déchargés de toute obligation à votre encontre.

Toutefois, les sommes obtenues en remboursement des frais et honoraires exposés pour le règlement du litige vous bénéficient par priorité pour les dépenses restées à votre charge et que vous pouvez justifier. Subsidiairement, elles nous reviennent dans la limite du montant que nous avons engagé.

## 12 - PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance.

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L.114-2 du Code des assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription, c'est-à-dire par une citation en justice, un commandement, une saisie, un acte d'exécution forcée ou par la reconnaissance de la part de l'assureur d'un droit à garantie.

La prescription peut également être interrompue par une cause d'interruption de prescription propre au droit des assurances

c'est à dire par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre, l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

## 13 – PRISE D'EFFET ET DURÉE

### a) En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association :

L'adhésion prend effet à la date de souscription à l'offre groupée de services.

En cas de souscription à l'offre groupée de services en cours d'année civile, la première période de garantie s'étend de la date de prise d'effet de la souscription jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Le contrat est ensuite reconduit automatiquement d'année civile en année civile sauf dénonciation du contrat collectif, ou résiliation de la souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association.

### b) Lorsque la garantie est souscrite à l'unité :

L'adhésion prend effet à la date de souscription pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la cotisation correspondante.

À l'échéance, elle se renouvelle par tacite reconduction, sauf résiliation par vous ou par nous, deux mois au moins avant la date d'échéance (cf. ci-après article 3.16 au b).

## 14 – COTISATIONS

### a) En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association

La cotisation ainsi que les taxes sur le contrat d'assurance sont intégrées dans la facturation relative à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association. Elles sont prélevées sur votre compte par la Caisse d'Epargne.

### b) En cas de souscription de la garantie à l'unité

Votre cotisation ainsi que les taxes sur le contrat d'assurance sont prélevées d'avance et mensuellement sur votre compte par la Caisse d'Epargne.

**Le non-paiement de la cotisation entraîne la résiliation de votre adhésion 40 jours après l'envoi par l'assureur d'une lettre de résiliation.**

c) La cotisation annuelle, susceptible d'évolution, est précisée dans le document "Conditions et tarifs des principaux services applicables aux associations" de la Caisse d'Epargne. Elle est également affichée dans les locaux de la Caisse d'Epargne qui gère le compte courant.

## 15 - INDEXATION

Le seuil d'intervention, le plafond de dépenses par sinistre et le plafond de remboursement des honoraires du mandataire sont indexés chaque année sur l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages – France métropolitaine « prestations administratives et privées diverses », publié par l'INSEE sous l'identifiant 063913300.

La modification est proportionnelle à la variation constatée entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance.

Pour chaque année civile, il est fait référence à l'indice du mois d'août de l'année précédente.

Si l'indice n'était pas publié dans les 4 mois suivant la publication de l'indice précédent, il serait remplacé par un indice établi dans les plus brefs délais par un expert désigné par le Tribunal de Grande Instance de PARIS, à notre requête et frais.

## 16 – RÉSILIATION DE L'ADHÉSION

### a) En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association

Votre adhésion est résiliée :

- Automatiquement en cas de résiliation de votre souscription à l'offre groupée de service Bouquet Liberté Association ou clôture de votre compte courant,
- Si le contrat collectif souscrit par BPCE Assurances auprès de la DAS est dénoncé, l'adhésion prenant fin le 31 décembre de l'année en cours.

### b) En cas de souscription de la garantie à l'unité :

Vous pouvez résilier votre adhésion :

- Soit par lettre recommandée adressée à votre agence Caisse d'Epargne
- Soit par déclaration contre récépissé à votre agence Caisse d'Epargne.

Nous pouvons résilier votre adhésion par lettre recommandée à votre dernier domicile connu. Le délai de résiliation court à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

L'adhésion peut être résiliée avant sa date d'expiration normale, dans les cas suivants :

**A) par vous et par nous**, à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 2 mois au moins (Article L. 113-12 du Code des assurances).

**B) par vous**, en cas de diminution du risque si nous refusons de réduire la cotisation en conséquence (Article L. 113-4 du Code des assurances).

### C) par nous

- en cas de non-paiement des cotisations (Article L. 113-3 du Code des assurances),
- en cas de réticence, fausse déclaration, d'inexactitude ou d'omission dans la déclaration du risque lors de l'adhésion ou en cours d'adhésion, (Articles L. 113-8 et L.113-9 du Code des assurances),
- en cas d'aggravation du risque (Article L. 113-4 du Code des assurances),
- après sinistre, étant entendu que vous avez le droit de résilier les autres contrats souscrits auprès de nous.

### D) de plein droit

- en cas de retrait total de notre agrément (Article L. 326-12 du Code des assurances),
- en cas de clôture de votre compte courant,
- en cas de résiliation du contrat collectif souscrit par BPCE Assurances auprès de la DAS, votre adhésion cessant à l'échéance annuelle qui suit la date de résiliation du contrat collectif,
- en cas de résiliation de l'adhésion entre deux échéances, nous vous remboursons (sauf résiliation pour non-paiement de la cotisation) la part de cotisation correspondant à la période restant à courir (Article L. 113-3 du Code des assurances).

## 17 – EXAMEN DES RÉCLAMATIONS

En cas de difficultés dans l'application des dispositions du présent contrat, vous pouvez adresser un courrier à notre Service Qualité de **D.A.S. - 34, Place de la République - 72045 LE MANS CEDEX 2**.

Il s'engage à vous répondre dans les 20 jours qui suivront la réception de votre correspondance. Si la réponse du Service Qualité ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez solliciter l'avis du médiateur. Il est extérieur à notre Société. Informez-nous de votre souhait, nous lui ferons parvenir votre dossier.